

# COMITÉ UNITAIRE DE LUTTE DES SERVICES PUBLICS

## La mobilisation porte ses fruits!

### «Personal Stop» abrogé: un premier résultat de la lutte du personnel



publiques, réduisant ainsi le rôle redistributeur de

Le Comité unitaire de lutte de services publics salue l'abrogation du «personal stop» votée vendredi dernier par le Grand Conseil. La population genevoise échappe ainsi à un mécanisme qui aurait dévasté les prestations

l'Etat, et qui aurait généré des milliers de pertes d'emploi à Genève tant dans les services publics que dans le monde associatif.

**C'est une victoire à mettre au crédit du mouvement de la fonction publique de l'automne dernier.**

La récolte de plus de 20'000 signatures en un temps record était déjà un camouflet à ce projet de loi PLR. Ce projet méritait une sanction populaire, mais elle est venue du parlement.

### Restauration de l'annuité 2016

Le deuxième résultat de la mobilisation de l'automne a été la restauration de l'annuité. Après les manœuvres visant à sa suppression et à la rendre facultative à la seule discrétion du Conseil d'Etat, une majorité du Grand Conseil a décidé de revenir au respect de la loi sur les traitements. Un tel revirement, n'aurait jamais été envisageable sans la mobilisation massive du personnel de l'automne passé.

Si cela correspond à une revendication des organisations du personnel, en revanche le Comité unitaire avait clairement affirmé que le respect de cette disposition légale ne pouvait se faire au détriment de l'emploi ou des prestations. D'ailleurs, dans le cadre des négociations sur le projet de budget 2016 le Comité unitaire avait demandé prioritairement le maintien des postes et des prestations si l'annuité devait être suspendue. Cependant, certains offices (SPMI) ou certaines institutions de l'Etat (FOJ) subissent déjà des coupes linéaires entre 1 et 2% pour 2016... **Au vu du rétablissement de l'annuité, le Comité unitaire exige que la subvention au secteur parapublic soit adaptée de manière à couvrir intégralement son coût dans tous les secteurs.**

### Mesures structurelles : négociations au point mort, accord prolongé d'un mois

Depuis l'ouverture des « négociations », le Comité unitaire n'a cessé de proposer des nouvelles recettes : suspension du bouclier fiscal, imposition de solidarité des hauts revenus, mais également récupération des bénéfices des régies publiques et intégration de ces dernières à l'Etat. Or le Conseil d'Etat refuse d'entrer en matière. Face à cette impasse, l'échéance des négociations est prolongée d'un mois, ce qui devrait permettre d'y voir plus clair après la publication des comptes 2015 qui aura lieu le... 22 mars. Mais la mobilisation continue, car le Conseil d'Etat n'a pas renoncé à son objectif de « réduire la voilure » de 5%.

L'Assemblée du 11 février a donc décidé de **relancer la pétition** lancée à l'automne dernier (au verso), et les syndicats membres du Comité unitaire continuent d'organiser des **assemblées dans les secteurs.**

Une nouvelle Assemblée du personnel est convoquée pour le lundi 11 avril (informations suivront).

Le **COMITE UNITAIRE DE LUTTE DES SERVICES PUBLICS** regroupe l'ensemble des syndicats et associations professionnelles des services publics : **SSP/VPOD** Syndicat des services publics, et pour le **Cartel Intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné** : **AGEEP** Association genevoise des employé-e-s des écoles professionnelles ; **FAMCO** Fédération des associations des maîtres du Cycle d'Orientation ; **FAPCEGM-HEM** Fédération des associations du personnel enseignant, administratif et technique de la confédération des écoles genevoises de musique, danse, théâtre, rythmique Jaques-Dalcroze et de la Haute école de musique ; **SPG** Société pédagogique genevoise ; **SPJ** Syndicat de la police judiciaire ; **SIT** Syndicat interprofessionnel de travailleuses et travailleurs ; **UFAC** Union des fonctionnaires de l'administration cantonale ; **UCESG** Union du corps enseignant secondaire genevois ; **UPCP** Union du personnel du corps de police.

**Pétition unitaire au Conseil d'Etat:**  
***Des postes de travail pour garantir la  
qualité des prestations à la population et  
maintenir la prospérité de Genève***

Considérant que depuis des années le personnel de la fonction publique et parapublique subit une grave dégradation de ses conditions de travail ;

Observant le vieillissement de la population, l'augmentation du nombre d'habitant-e-s, du nombre d'élèves et des besoins croissants (santé, éducation, etc...), le manque de personnel aux services des usagers-ères dans les services publics et la dégradation des prestations publiques dont la population genevoise a besoin ;

Constatant que le Conseil d'Etat veut réduire les postes et augmenter le temps de travail, sans se soucier des conséquences sur les prestations publiques, plutôt que favoriser l'emploi et répondre aux besoins de la population ;

**nous demandons :**

- le maintien du temps de travail de 40 heures;
- la création des emplois nécessaires pour répondre aux besoins de la population (formation, prestation administrative, santé, sécurité);
- l'engagement en fixe des employé-e-s occupant des fonctions pérennes dans des conditions de dumping salarial et social (auxiliaires, personnel « intérimaire », personnel placé dans le cadre de mesures chômage et/ou aide sociale ;
- le remplacement sans délais des postes laissés vacants par les départs dits « naturels » ;
- le maintien de la protection contre le licenciement arbitraire.

<b>Nom, prénom</b>	<b>Institution/employeur</b>	<b>Signature</b>

A retourner à : SIT - Case postale 3287 - 1211 Genève 3, avant le 11 avril 2016

**Pétition soutenue par : SSP/VPOD, et pour le Cartel intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné :**  
**AGEEG Association genevoise des employé-e-s des écoles professionnelles ; FAMCO Fédération des Associations des Maîtres du Cycle d'Orientation ; FAPCEGM-HEM Fédération des associations du personnel enseignant, administratif et technique de la Confédération des Ecoles genevoises de musique, danse, théâtre, rythmique Jaques-Dalcroze et de la Haute Ecole de musique ; SPG Société Pédagogique Genevoise ; SPJ Syndicat de la Police Judiciaire ; SIT Syndicat Interprofessionnel de travailleuses et travailleurs ; UFAC Union des Fonctionnaires de l'Administration Cantonale ; UCESG Union du Corps Enseignant Secondaire Genevois ; UPCP Union du Personnel du Corps de Police**